

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO
MINISTERE DES RESSOURCES HYDRAULIQUES ET ELECTRICITE

UNITE DE COORDINATION ET DE MANAGEMENT DES PROJETS DU MINISTERE
« UCM »

PROJET D'ACCES ET D'AMELIORATION DES SERVICES ELECTRIQUES
« PAASE » en sigle français ou « EASE » en sigle anglais
ID : P156208

AVIS A MANIFESTATIONS D'INTERET

Services de consultant : Recrutement de trois (3) consultants individuels chargés de réaliser l'enquête de base sur l'offre de formation en gestion des risques environnementaux et sociaux (GRES) dans les villes de Kinshasa, Kisangani et Lubumbashi

N° de Don : IDA D1770-ZR du 13 juin 2017

Numéro de l'Avis : AMI n° 029/MINRHE/UCM/EASE/2023/SC

Le Gouvernement de la République Démocratique du Congo a reçu un financement de l'Association Internationale de Développement (IDA), et a l'intention d'utiliser une partie du montant de ce don pour effectuer les paiements au titre du contrat suivant : « **Recrutement de trois (3) consultants individuels chargés de réaliser l'enquête de base sur l'offre de formation en gestion des risques environnementaux et sociaux (GRES) dans les villes de Kinshasa, Kisangani et Lubumbashi** ».

Les trois (3) consultants individuels devront globalement réaliser une enquête de base, c'est-à-dire un état des lieux de la GRES en République Démocratique du Congo, en relevant les forces, faiblesses et les opportunités devant éclairer les discussions lors de l'atelier de développement de l'offre de formation en GRES. Ils devront spécifiquement (i) Identifier et/ou définir les fondamentaux de la GRES, (ii) Identifier les personnes à interroger, (iii) Certifier la demande de formation et des débouchés en GRES, et (iv) Evaluer les forces, faiblesses et opportunités du développement de l'offre de formation en GRES.

Les termes de référence (TDR) détaillés de la mission sont disponibles sur le site web suivant : www.ucmenergie-rdc.com.

L'Unité de Coordination et de Management des Projets du Ministère des Ressources Hydrauliques et Électricité (UCM) invite les Consultants individuels (« Consultants ») admissibles à manifester leur intérêt à fournir les services décrits ci-dessus. Les Consultants individuels intéressés doivent fournir les informations démontrant qu'ils possèdent les qualifications requises et une expérience pertinente pour fournir des Services.

Les critères pour l'établissement de la liste restreinte sont :

1. Avoir au minimum un doctorat dans le domaine des sciences humaines
2. Avoir une expérience de recherche avérée et une capacité à entreprendre une enquête
3. Avoir une expérience avérée dans le développement de programmes d'études, les compétences ou l'amélioration de la formation est hautement souhaitable

4. Avoir de préférence une expérience dans le développement international
5. Avoir la maîtrise du français

Les candidatures féminines sont vivement encouragées.

Le Consultant devra joindre à sa candidature la lettre de motivation (**en précisant la ville concernée**) et le curriculum vitae ainsi que les copies des diplômes, attestations et certificats illustrant ses qualifications et références dans des missions comparables.

L'attention des Consultants intéressés est attirée sur le paragraphe 1.9 des directives : « Sélection et Emploi de consultants par les Entrepreneurs de la Banque mondiale dans le cadre des Prêts de la BIRD et des Crédits et Dons de l'AID, Edition janvier 2011, version révisée en juillet 2014 », relatives aux règles de la Banque mondiale en matière de conflits d'intérêts applicables.

Un consultant sera sélectionné selon la méthode de sélection agréée pour des Consultants individuels telle que décrite dans les directives.

De plus amples informations peuvent être obtenues à l'adresse ci-dessous tous les jours ouvrables pendant les heures de bureau, c'est-à-dire de 9h00 à 16h00.

Les manifestations d'intérêt **rédigées en langue française** doivent être remises par écrit à l'adresse ci-dessous (en personne, ou par courrier, ou par télécopie, ou par courrier électronique) avant le **vendredi 21 juillet 2023** et porter clairement la mention : « **AMI n° 029/MINRHE/UCM/EASE/2023/SC – Recrutement de trois (3) consultants individuels chargés de réaliser l'enquête de base sur l'offre de formation en gestion des risques environnementaux et sociaux (GRES) dans les villes de Kinshasa, Kisangani et Lubumbashi** »

L'adresse est :

Unité de Coordination et de Management des projets du ministère des Ressources
Hydrauliques et Electricité (UCM)
1022, Avenue des Forces Armées de la RDC (ex-Avenue du Haut Commandement)
Concession Zimbali & Gombe River
2^{ème} étage du bâtiment à usage administratif
Commune de la Gombe
Kinshasa
République Démocratique du Congo
Tél : +243 84 782 4066
E-mail : procurement@ucmenergie-rdc.com

Etienne MUANZA KANYINGILA
Coordonnateur a.i



PROJET DE FORMATION EN GESTION DES RISQUES ENVIRONNEMENTAUX ET SOCIAUX (PFGRES)

TERMES DE REFERENCE POUR LE RECRUTEMENT DES CONSULTANTS CHARGES DE REALISER L'ENQUETE DE BASE SUR L'OFFRE DE FORMATION EN GESTION DES RISQUES ENVIRONNEMENTAUX ET SOCIAUX (GRES)

A. CONTEXTE ET JUSTIFICATION DU PROJET

Les échanges entre la Banque Mondiale et l'Université de Kinshasa, élargies par la suite à l'Université de Lubumbashi, ont débouché sur les constats ci-après :

1. Capacités limitées des structures gouvernementales et administratives tant nationales que provinciales à assurer la supervision générale, la gestion et la mise en œuvre quotidiennes des projets de développement financés par la Banque mondiale, la gestion des risques environnementaux et sociaux (GRES) en particulier.
2. Insuffisances dans la production des instruments environnementaux et sociaux nécessaires à la bonne prise en charge des risques environnementaux et sociaux des projets de développement susvisés.
3. Insuffisance des Consultants nationaux de haut niveau qui accompagnent les projets dans la réalisation des instruments environnementaux et sociaux.
4. Existence sur le marché de l'emploi en République Démocratique du Congo, des débouchés relevant de la gestion environnementale et sociale, avec comme principaux employeurs potentiels l'Etat, les privés, la société civile et les partenaires internationaux.
5. Alors que l'environnement est devenu l'une des problématiques sociétales phares actuelles, il y a absence d'une formation en GRES, alors que les tendances nouvelles dans le domaine et dans l'exercice d'une profession de GRES exigent une formation spécifique conséquente.
6. Apport incontestable des diplômées et diplômés du programme nouveau ou révisé à la société en général, et aux besoins de la RDC en particulier.

Dans la quête des solutions aux problèmes susvisés, la Banque mondiale, l'Université de Kinshasa et l'Université de Lubumbashi ont identifié les atouts suivants :

1. **La vision du Gouvernement de la République** de construire un système éducatif inclusif et de qualité contribuant efficacement au développement national, à la promotion de la paix et d'une citoyenneté démocratique active (Rapport d'État du système éducatif national (RESEN) élaboré en 2014, Stratégie sectorielle de l'éducation et de la formation (DSSEF, 2016 – 2025).

2. **Le diagnostic du système éducatif supérieur** stigmatisant entre autres faiblesses, l'absence des filières innovantes et en adéquation avec le monde du travail (Rapport et résolutions des états généraux de l'ESU tenus en septembre 2021 et Plan stratégique de l'enseignement supérieur et universitaire 2011/2012-2015/2016).
3. **La mise en œuvre progressive à l'enseignement supérieur et universitaire du système Licence-Maîtrise-Doctorat, en sigle LMD**, permettant d'harmoniser les cursus dans l'enseignement supérieur et universitaire, de favoriser la mobilité du personnel et de l'étudiant à l'échelle mondiale, la professionnalisation et l'adéquation entre la formation et l'emploi. (Loi-cadre n°14/004 du 11 février 2014 de l'enseignement national).
4. **La disponibilité d'un paquet des curricula élaboré par la Taskforce Curriculaire** mise en place par le Ministre de l'ESU, comme préalable à la généralisation du système Licence-Maîtrise-Doctorat.
5. **L'engagement pris par les Université de Kinshasa, de Lubumbashi et de Kisangani** de développer des formations dans de nouveaux domaines émergents (notamment l'environnement et les questions de genre), ainsi que d'introduire des programmes de formation de courte durée ou des formations certifiantes complémentaires au diplôme de base.

Cependant, bien que tenant compte de l'adéquation entre la formation et l'emploi, le paquet des Curricula élaboré par la Taskforce Curriculaire mise en place au niveau national par le ministre de l'Enseignement supérieur et universitaire n'a pas prévu un curriculum spécifique pour la gestion environnementale et sociale. Quelques Unités d'enseignement (UE) et Eléments de composition (EC) du paquet des Curricula élaboré par la Taskforce Curriculaire abordent séparément les questions environnementales et sociales.

Pourtant, prises ensemble, ces questions devraient permettre de développer un bassin de personnes aptes à acquérir et à améliorer des compétences professionnelles qui leur permettront d'exercer un rôle dans la formation et/ou la recherche sur la gestion des risques environnementaux et sociaux incluant l'hygiène, la santé et la sécurité au travail en RDC et ailleurs dans la sous-région. Ces personnes pourraient également être qualifiées pour la GRES.

Comme solution au problème indiqué ci-dessus, la Banque mondiale, l'Université de Kinshasa, l'Université de Lubumbashi, l'Université de Kisangani et l'Université Loyola entendent :

- Organiser l'atelier de développement de l'offre de formation pilote en GRES ;
- Réaliser préalablement une enquête de base ciblée, dont les résultats devront éclairer et orienter les discussions lors dudit atelier.

B. OBJECTIF GLOBAL

Réaliser un état des lieux de la GRES en République Démocratique du Congo, relevant les forces, faiblesses et les opportunités devant éclairer les discussions lors de l'atelier de développement de l'offre de formation en GRES.

C. OBJECTIFS SPECIFIQUES

En synergie avec les parties prenantes :

- Identifier et/ou définir les fondamentaux de la GRES ;
- Faire la cartographie des potentiels bénéficiaires et/ou débouchés de la formation en GRES ;
- Identifier et répertorier les forces, faiblesses et opportunités du ou des modèle(s) d'affaire à développer ;
- Rédiger les Termes de références de l'atelier de développement de l'offre de formation en GRES.

D. RESULTATS ATTENDUS

- Un état des lieux de la GRES en République Démocratique du Congo, relevant les forces, faiblesses et opportunités devant éclairer les discussions lors de l'atelier de développement de l'offre de formation en GRES, est réalisé ;
- Les fondamentaux de la GRES sont identifiés et/ou définis ;
- La cartographie des potentiels bénéficiaires et/ou débouchés de la formation en GRES est faite ;
- Les forces, faiblesses et opportunités du ou des modèle(s) d'affaire à développer sont identifiés et répertoriés ;
- Les Termes de références de l'atelier de développement de l'offre de formation en GRES sont rédigés.

E. PORTEE DES ACTIVITES DU CONSULTANT

La Banque recherche trois consultants pour réaliser une enquête de base, c'est-à-dire un état des lieux de la GRES en République Démocratique du Congo, en relevant les forces, faiblesses et les opportunités devant éclairer les discussions lors de l'atelier de développement de l'offre de formation en GRES. Le consultant devra :

- Identifier et/ou définir les fondamentaux de la GRES ;
- Identifier les personnes à interroger ?
- Certifier la demande de formation et des débouchés en GRES ;

Evaluer les forces, faiblesses et opportunités du développement de l'offre de formation en GRES.

L'enquête cible cinq catégories ci-après : (i) partenaires internationaux, (ii) secteur public, (iii) secteur privé, (iv) société civile, (v) enseignement supérieur et universitaire qui sont les parties prenantes à la GRES.

1° Identification et/ou de définition des fondamentaux de la GRES

- Elaborer la synthèse des avis des parties prenantes sur :
 - Les rôles et responsabilités institutionnels pour la GRES en République Démocratique du Congo ;
 - Les problèmes dans la mise en œuvre de la GRES.
- Identifier et élaborer la liste :
 - Des filières d'enseignement des universités impliquées dans le Projet qui dispensent déjà les notions clés de la GRES ainsi que le personnel enseignant qualifié disponible ;
 - Des Unités d'enseignement et/ou Eléments de composition faisant partie de l'offre de formation existante et identifier les enseignants qui les dispensent.
 - Des parties prenantes à la GRES en République Démocratique du Congo ;
 - Des ministères du gouvernement central et des gouvernements provinciaux, ayant ou n'ayant pas une fonction environnementale et sociale dans leur organigramme, mais qui s'occupent de la supervision générale, de l'application de la loi, la gestion et la mise en œuvre quotidiennes des projets incluant les aspects E&S financés par la Banque mondiale ;
 - Des agences gouvernementales (ayant ou n'ayant pas une fonction environnementale et sociale dans leur organigramme), c'est-à-dire des entités d'exécution de projet avec divers degrés d'autonomie et de rapports aux ministères, allant des Directions au sein du ministère aux agences semi-autonomes, aux agences totalement indépendantes ;
 - Les établissements de formation professionnelle et universitaire enseignant les matières apparentées à la GRES, avant la liste des matières enseignées et le profil des personnes qui enseignent ;
 - Des défis institutionnels et réglementaires qui se dressent devant les acteurs appelés à assurer la supervision générale, la gestion et la mise en œuvre quotidiennes des projets, notamment : le chevauchement dans les attributions des acteurs, les carences, les problèmes liés aux capacités des acteurs, etc. ;
 - Des différentes tentatives faites pour relever les défis identifiés et les résultats enregistrés.

2° Certification de la demande de formation et des débouchés en GRES

- Localiser la demande de formation en GRES ;
- Analyser les caractéristiques de la population estudiantine/professionnelle concernée ou du bassin potentiel et prévision du nombre d'étudiants/professionnels ;
- Evaluer le déficit de compétences en GRES à l'échelle nationale ;
- Définir les compétences requises en GRES (1° gestion des risques environnementaux, 2° gestion des risques sociaux, 3° gestion des risques HSE) ;
- Identifier le marché de travail pour les carrières dans le domaine de la GRES ;
- Examiner l'employabilité des ressources humaines. Vérifier si l'Etat a une politique de l'emploi, plus particulièrement en matière de GRES ;
- Elaborer la nomenclature des métiers en GRES et les compétences requises.

3° Identification des forces, faiblesses et opportunités pour développer l'offre de formation en GRES

Avis généraux

- Collecter les avis des parties prenantes sur le modèle d'affaire à développer (formation professionnelle à court terme : certification professionnelle, formation à long terme : diplômante) ;
- Décrire les possibilités dont dispose les quatre universités ciblées de soutenir le projet tout en se conformant à leurs orientations (opportunité institutionnelle) en interrogeant les aspects suivants :
 - Existence de ressources humaines, matérielles et financières suffisantes pour le développement, le démarrage et le bon fonctionnement de la formation en GRES ;
 - Le degré d'intégration verticale (dans une discipline donnée), d'intégration horizontale (entre plusieurs disciplines) et de complémentarité (dans un secteur particulier) ou offre spécifique ;
- Définir le profil du futur/de la future diplômé(e) ;
- Identifier les services de soutien nécessaires pour les apprenants, les besoins administratifs, tels que la coordination interdépartementale, les ressources humaines, les exigences financières nécessaires pour la mise en place de la formation en GRES, ainsi que les besoins en renforcement des capacités pour le personnel administratif et enseignant ;
- Décrire le type de partenariat à établir entre la Banque mondiale et les quatre universités ciblées.

Avis spécifiques à la formation professionnelle à court-terme

- Identifier les forces, faiblesses et opportunités de ce modèle d'affaire ;

- Définir la vision idoine : Certification professionnelle obligatoire ou non ;
- En cas de certification obligatoire, proposer les réglages à faire au niveau du cadre institutionnel, légal et réglementaire de la République Démocratique du Congo ;
- Localiser et élaborer la liste des modules de la GRES existants dans l'offre de formation actuelle proposée au niveau universitaire ou non, dont le contenu devrait intégrer les bonnes pratiques internationales en matière de GRES ;
- Vérifier si parmi ces modules il y en a qui permettent d'assurer la formation des personnes comme point d'alerte en matière de GRES. Au cas contraire, suggérer des nouveaux modules ;
- Suggérer les nouveaux modules de formation prenant en compte les risques environnementaux et sociaux, ainsi que les risques liés aux violences basées sur le genre (VBG), exploitation et abus sexuels (EAS) et harcèlement sexuel (HS).

Avis spécifiques au programme d'éducation avec degrés

- Identifier et localiser :
 - Les facultés et départements qui s'intéressent à la gestion des risques environnementaux et sociaux (GRES) ;
 - Les Unités d'enseignement (UE) et/ou les Eléments de composition (EC) du paquet des Curricula actuel pertinents pour la GRES au niveau de la Licence et à celui du Master dont le contenu devrait intégrer les bonnes pratiques internationales en matière de GRES ;
 - Les Unités d'enseignement (UE) et/ou les Eléments de composition (EC) qui peuvent permettre d'assurer la formation des personnes comme point d'alerte en matière de GRES. Au cas contraire, suggérer des nouvelles UE et/ou des nouveaux EC ;
 - Les centres de recherche pertinents pour la GRES, les VBG, l'EAS et le HS, susceptibles d'accompagner les chercheurs ;
 - Les institutions, organisations, structures, ... à mêmes de recevoir les stagiaires ;
- Suggérer les nouvelles Unités d'enseignement (UE) et/ou les Eléments de composition (EC) prenant en compte les risques environnementaux et sociaux, ainsi que les risques liés aux violences basées sur le genre (VBG), exploitation et abus sexuels (EAS) et harcèlement sexuel (HS) ;
- Explorer les voies et moyens d'intégration et d'encadrement dans le système académique.

F. PRODUITS LIVRABLES ET ECHEANCIER

L'étude sera entreprise par trois consultants dont chacun sera respectivement basé à Kinshasa, Lubumbashi et Kisangani.

Le Consultant basé à Kinshasa travaillera en synergie avec les Universités de Kinshasa et Loyola et couvrira la ville de Kinshasa.

Le Consultant basé à Lubumbashi travaillera en synergie avec l'Université de Lubumbashi et couvrira la ville de Lubumbashi.

Le Consultant basé à Kisangani travaillera en synergie avec l'Université de Kisangani et couvrira la ville de Kisangani.

Tous les trois Consultants travailleront sous la coordination du STC-personne ressource.

Engagés par la Banque mondiale selon les tarifs et les conditions décrites dans les « Directives de la Banque mondiale sur la sélection des consultants à court terme ». Le contrat sera d'une durée de 4 semaines, tandis que l'effort de travail global est estimé à 23 jours. Les livrables seront rédigés en français.

Les livrables seront attendus suivant le calendrier ci-après :

Livrable	Nombre de jours	Délai
Cadrage méthodologique de l'enquête	2	J + 2
Examen du cadrage méthodologique par la BM	1	J + 3
Prise en compte des commentaires de la BM dans le cadrage méthodologique	1	J + 4
Rédaction du Rapport de démarrage	3	J + 7
Examen du rapport de démarrage par la BM	1	J + 8
Prise en compte des commentaires de la BM dans le rapport de démarrage	1	J + 9
Réalisation de l'enquête	10	J + 19
Rédaction du Rapport provisoire	3	J + 21
Atelier de restitution des résultats de l'enquête	1	J + 22
Examen du rapport provisoire par la BM	2	J + 25
Prise en compte des commentaires de la BM dans le rapport provisoire et soumission du Rapport final	2	J + 27
Examen du rapport final par la BM	1	J + 28
Soumission du Rapport final prenant en compte les commentaires de la BM	1	J + 29
Approbaton du rapport final par la BM	1	J + 30

G. QUALIFICATIONS

Le consultant doit avoir :

- Avoir au minimum un doctorat en dans le domaine des sciences humaines.
- Expérience de recherche avérée et capacité à entreprendre une enquête de base.
- Une expérience avérée dans le développement de programmes d'études, les compétences ou l'amélioration de la formation est hautement souhaitable.
- Solides compétences en rédaction et en analyse.
- De préférence une expérience dans le développement international.
- La connaissance des opérations de la Banque mondiale et du contexte national de la République Démocratique du Congo sera un atout.
- Maîtrise du français. La connaissance pratique de l'Anglais est un atout.
- Les candidatures féminines sont vivement encouragées.